



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 29 JUL. 2019

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

SPE/AC/DREAL

## ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires  
à la société O-I MANUFACTURING FRANCE  
quai Eugène Souchon à GIVORS**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 février 1989 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société VMC dans son établissement situé quai Eugène Souchon à GIVORS ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 imposant des prescriptions complémentaires à la société VMC, quai Eugène Souchon à GIVORS ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2013 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 modifié applicables à la société O-I MANUFACTURING FRANCE pour le site de l'ancienne verrerie VMC, quai Eugène Souchon à GIVORS ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 2016 portant institution de servitudes d'utilité publique ;

VU la demande du 8 mars 2019 de la société O-I MANUFACTURING FRANCE sollicitant un arrêt de la surveillance ;

VU le rapport du 28 mars 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que suite à la cessation d'activités de la société O-I MANUFACTURING FRANCE en 2002, un suivi de la qualité des eaux souterraines a été mis en place par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 avec un allègement du suivi par arrêté préfectoral du 6 novembre 2013 ;

CONSIDERANT que par courrier du 8 mars 2019 susvisé, l'exploitant a demandé l'arrêt de cette surveillance ;

CONSIDERANT qu'après examen du suivi des eaux souterraines, l'inspection des installations classées a confirmé les résultats obtenus en constatant qu'aucune valeur réglementaire ou valeur guide existante n'a été dépassée depuis 2009 ;

CONSIDERANT dès lors que la surveillance des eaux souterraines peut être interrompue ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 intitulé « Surveillance des eaux souterraines » est abrogé.

L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2013 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2003 modifié applicables à la société O-I MANUFACTURING FRANCE pour le site de l'ancienne verrerie VMC, quai Eugène Souchon à GIVORS est également abrogé.

### **ARTICLE 2**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 4 mois.

Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de GIVORS et mise à la disposition de toute personne intéressée.

### ARTICLE 3

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.  
Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

### ARTICLE 4

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GIVORS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **29 JUL. 2019**

Le Préfet,

Pour le préfet,  
Le sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint,

**Clément VIVÈS**

